

Intervention Jean Paul Boré
Rencontre des conseillers régionaux et secrétaires départementaux
1^{er} septembre 2009 fédération de l'Hérault du PCF

Le contexte des prochaines élections régionales est différent de celui de 2004 pour plusieurs raisons.

Nous participons à l'exécutif de 19 régions sur les 20 à gauche contre 8 en 1998, avec 185 élus communistes et apparentés pour 153 en 1998.

La deuxième raison, c'est qu'au moment des élections, la crise produira ses plus grands effets selon toutes les prévisions.

La troisième raison, sans y revenir longuement, c'est que notre parti a pris l'initiative de créer le front de gauche avec lequel nous avons présenté des listes aux élections européennes.

La quatrième raison particulière au Languedoc-Roussillon, c'est évidemment la question de la présidence actuelle

Région	Elus PCF 1998	Elus PCF 2004	Ecart	Apparentés	TOTAL PCF + Apparentés
ALSACE	0	0	0		0
AQUITAINE	8	0	-8		0
AUVERGNE	6	7	1		7
BOURGOGNE	4	6	2		6
BRETAGNE	6	7	1		7
CENTRE	9	13	4		13
CHAMPAGNE ARDENNE	3	6	3		6
CORSE	5	4	-1		4
FRANCHE COMTE	1	0	-1		0
ILE DE FRANCE	23	19	-4	6	25
LANGUEDOC ROUSSILLON*	8	9	1		9
LIMOUSIN	5	6	1		6
LORRAINE	4	6	2		6
MIDI PYRENEES	9	9	0		9
NORD PAS DE CALAIS	12	18	6		18
BASSE NORMANDIE	3	4	1		4
HAUTE NORMANDIE	5	7	2		7
PACA	14	18	4	1	19
PAYS DE LOIRE	5	8	3		8
PICARDIE	7	8	1	1	9
POITOU CHARENTE	4	7	3		7
RHONE ALPES	12	15	3		15
TOTAL élus PCF	153	177			
Apparentés et partenaires				8	
TOTAL PCF + Apparentés	153				185
TOTAL écart positif			+38		
TOTAL écart négatif			-14		
Ecart élus communistes			+ 24		
Ecart apparentés			+ 7		

*9 élus communistes en 2004 puis 8 pour cumul de mandats de P Malavieille et adhésion au groupe de Béatrice Négrier MRC

Pour mémoire

- 2 régions à gauche en 1992
- 2 régions à gauche en 1986
- 8 régions à gauche en 1998
- 19 régions à gauche en 2004

Les élus communistes ont donc à rendre compte de leur mandat et ce, je dirai, quelle que soit la décision que nous prendrons en vue du premier tour.

Rappelons-nous qu'ici, droite et FN géraient ensemble. Les élus communistes ont un bilan. L'équipe sortante a un bilan. Bien sûr, nous pouvons individuellement montrer de réelles avancées, et c'est indispensable de le faire. Pour autant, dans l'esprit de ce que nous avons réalisé à mi-mandat et qui n'a pas été publié, il n'est pas moins indispensable de porter un regard sur l'ensemble de la politique régionale et de savoir la mettre en rapport avec nos ambitions nationales. Notre présence a-t-elle été utile ou pas ?

Et ce, tant en comparaison avec nos engagements de campagne qu'avec le protocole d'accord signé avec le partenaire principal.

Je dis tout de suite pour éviter toute ambiguïté qu'avoir un bilan ne suffit pas. Ca va mieux en le disant. Pour autant, ce serait une grave erreur de ne pas l'évoquer. D'abord, ce serait laisser le PS se l'approprier pour lui tout seul, nous n'aurions servi à rien, mais ce serait aussi céder aux sirènes de ceux qui n'ayant pas participé à la gestion, tentent de se trouver une posture politique souvent sur notre dos. Je dis cela quelle que soit la décision que nous apprendrons en vue du premier tour de l'élection. Il ne faut pas opposer bilan et liste éventuelle au premier tour.

A ce propos, parlons du bilan des 185 Conseillers Régionaux Communistes de France. Dire que la politique conduite dans les régions n'est pas à gauche, ou la laisser critiquer à priori comme le font le NPA la fédération, les alternatifs et le PG pose question. Je note que MG Buffet vient de parler du bilan de l'Ile de France concernant les transports notamment.

Voyons bien aussi une différence de fond entre nous et les autres formations du front de gauche. C'est que nous sommes les seuls à avoir des bilans à défendre. JL Mélenchon parle de 7 élus régionaux. Nous en avons 185.

Ne pas examiner le bilan reviendrait au fond à passer pour des idéologues purs et durs qui sautent d'une élection à l'autre sans se préoccuper de ce qui a été fait au regard des engagements auprès des électeurs.

Je maintiens pour ma part qu'il serait injuste politiquement de laisser ce bilan à d'autres. Nos actions dans les majorités, en tous cas en Languedoc-Roussillon, ont modifié profondément le paysage régional et ouvert des chantiers progressistes indiscutables : solidarité, développement économique et sociale durable, culture, formation, égalité des chances, lutte contre toutes les discriminations, handicap, transport, logement social, aménagement du territoire...

Je pense indispensable d'articuler les besoins d'aujourd'hui, où nous devons affronter la crise, en examinant tout ce qui peut être du bilan un point d'appui tout en modifiant ce qui doit l'être, y compris si nécessaire dans la confrontation avec nos partenaires actuels et potentiels pour obtenir le rassemblement le plus large.

Ce n'est pas facile. Le PS s'enlise, il se divise toujours plus entre la voie sociale démocrate et sociale libérale. Certains de ses dirigeants prônent une alliance politique avec le Modem, font les yeux doux à Europe écologie en ne visant que les présidentielles et par la même visent notre exclusion de fait dans la gestion. Vous aurez noté la prudence de Cohn Bendit y compris sur la présidence de la région. G Frêche continu de dire que le PCF s'est achevé avec le siècle dernier et utilise sa posture de divers gauche pour lancer des appels aux militants :

« Je vais faire une liste qui s'appellera +Tous pour le Languedoc-Roussillon+ et je demanderai à des militants de partis de venir, a indiqué M. Frêche. S'il faut, ils se mettront en congé de leurs partis

Tout cela n'est pas dénué de stratégie et le piège est tendu en LR compris.

Chacun aura cependant constaté que le PS a de la ressource et qui est maître dans l'art de ce que nous ne savons pas faire. *C'est utiliser toute sa diversité comme en témoigne ses universités d'été.*

Nous sommes à juste raison tentés par l'exigence d'un affrontement plus sévère avec les représentants du capital au moment où il est pointé du doigt.

Cependant, parler du contenu ne peut être étranger à ce que l'on veut faire. Voulons nous tout changer comme le prône le NPA où en tant que bons marxistes, nous partons du réel avec notamment des fortes exigences portées par le mouvement social ?

Dans ces conditions je pense que nous devrions lancer l'idée de muscler les régions à partir des exigences portées par la plateforme syndicale y compris en opérant les ruptures politiques nécessaires pour faire face à la crise au regard des compétences régionales.

De même que nous devons prendre à bras le corps les questions de la gouvernance.

Les questions liées à l'éthique. Je pense aux questions internationales. Agrexco par exemple.

Ne serait-ce point un bon moyen de faire joint entre revendication et traduction politique et de mobiliser les forces sociales dans cette bataille?

Dans cet esprit, nous avons rencontré avec Henri les unions syndicales régionales représentées au CESR le 8 juillet pour un échange sur les entreprises telles les Salins du Midi et autres ainsi que la question des aides aux entreprises. Nous devons les rencontrer à nouveau avant la fin septembre.

Et quelle que soit la position de premier tour que nous adopterons, car il faudra bien construire une majorité, une telle ambition pourrait-être la marque de fabrique du parti communiste français dans la dynamique du front de gauche.

Faire l'économie de cela n'est pas dénué de sens et d'intérêt pour certains. Si l'on suit la ligne de JL Mélenchon et Besancenot, au bout ce sera l'effacement du parti. Ne nous racontons pas d'histoire. Ce sera moins de candidats communistes et bien sûr au bout moins d'élus communistes. Ayons aussi à l'esprit que la réforme envisagée par le rapport Balladur nous mettra aussi devant les mêmes questions avec la fusion de listes régionales et cantonales où selon la logique poursuivie par certain il faudrait que les élus communistes fassent de la place. Voilà un débat nécessaire. Il y a déjà eu des expériences de ce type en Espagne ou en Italie. Nous n'en sommes pas là. Pour autant n'en prenons pas le chemin. **La France a besoin, je pense, d'un parti communiste identifié comme tel.**

La deuxième raison, c'est qu'au moment des élections, la crise produira ses plus grands effets selon toutes les prévisions. Pour l'heure les familles les plus touchées sont celles qui subissent les suppressions d'emploi. Ce n'est vraiment qu'un début. La situation que subissent les salariés des Salins du Midi va se multiplier. Tous les économistes redoutent l'éclatement d'une nouvelle bulle financière que sont les LBO (*le fameux système d'achat avec remboursement sur la production et le patrimoine des entreprises*)

En cascade des milliers de sous-traitants peuvent être entraînés dans ce qu'ils appellent un véritable cataclysme économique.

J'avais demandé mais cela reste sans réponse à l'Humanité de mener campagne sur ce thème en faisant la liste des nombreuses entreprises ayant été achetées par ce système infernal.

Dans ces conditions, la question du positionnement des régions face à cette crise mais aussi face au pouvoir qui en est le principal responsable est une ligne de conduite incontournable.

Les conséquences seront lourdes pour les populations, et cela ne sera pas sans effets sur leur manière de réagir, d'exprimer leurs attentes

Il ne s'agit pas de faire se substituer les régions pas plus que les départements aux carences de l'Etat mais voir comment à partir des compétences des régions il peut se dégager des orientations pour soutenir l'emploi, l'économie en intégrant toutes les problématiques environnementales.

Alors que jamais le capitalisme n'a été autant mis en question dans le monde entier pour la première fois depuis des décennies les syndicats ont décidé de s'unir autour d'une plateforme revendicative de grande portée.

Les défis sont les suivants : Etre au niveau de la riposte d'abord. Etre à l'écoute plus que jamais du mouvement social et examiner comment nous pouvons traduire politiquement au plan régional, à partir des compétences de la région, les questions qu'il pose : je pense à la formation, au logement, au service public.

Alors, il faut envisager les contournements du rassemblement nécessaire de toute la gauche pour permettre au mouvement de conquérir toutes les positions possibles afin de mettre en œuvre son projet.

Or, nous persistons à mettre la charrue avant les bœufs.

Le débat sur les élections régionales ne s'engage pas dans cet ordre.

Il démarre en traitant en premier la question des alliances et l'on ressort à l'occasion la théorie des deux gauches. Alors que notre conception du front de gauche est celle de rassembler toute la gauche, Mélenchon propose autre chose que son élargissement et se projette déjà en 2012 en faisant un paquet cadeau des 3 prochaines élections.

La troisième raison, sans y revenir longuement, c'est que notre parti a pris l'initiative de créer le front de gauche avec lequel nous avons présenté des listes aux élections européennes.

Il a été vécu pour ce qu'il est et doit rester : **une dynamique permettant de donner confiance, une dynamique permettant de viser l'objectif de mobiliser l'ensemble des forces de gauche à partir du mouvement social tel qu'il est pur parvenir à un véritable mouvement populaire.**

Force est de constater cependant que nous sommes loin du compte encore. Alors que les parachutes dorés et les primes aux traders continuent de plus belles, on voit poindre de plus en plus des salariés en butte avec des plans de licenciements ne trouver d'autre perspective que d'exiger des indemnités décentes avec parfois des méthodes de luttes inconnues depuis des siècles. Certes, ce n'est que justice mais cela pose bien des questions.

Je persiste à penser que le décalage entre l'offre politique à gauche et les attentes populaires, ne se comble pas, bien au contraire.

Tout cela ne consacre pas pour autant une victoire définitive de la droite, elle en est d'ailleurs consciente.

C'est pourquoi, tout en ne négligeant pas l'espoir que peut susciter le front de gauche avec les européennes, gardons nous d'appréciations hâtives et de transpositions mécaniques d'une élection sur l'autre. Voir les élections de Perpignan, de Henon Beaumont ou d'Aix en Provence où nous n'avons plus d'élus.

Voyons aussi ce qui se passe à Carcassonne où la gauche peut l'emporter sur la base d'un programme ancré à gauche qui permet un large rassemblement.

La quatrième raison particulière au Languedoc-Roussillon, c'est évidemment la question de la présidence actuelle.

Nous ne pouvons l'évacuer certes, mais évitons les caches sexe et les faux semblant.

La direction du parti socialiste, Martine Aubry a donné son point de vue. Elle vient de répondre à la presse que sa décision n'était pas encore prise. Je ne vois cependant pas comment elle en changerait. Les membres du PS s'exprimeront sur cela en octobre.

Réduire cependant le débat à la seule présence de G Frêche comme certains tentent de nous y entraîner, me paraît très dangereux et masque bien d'autres choses.

Ne perdons pas la mémoire et ne faisons pas comme si nous étions restés sans réaction. Je reviens très vite sur les débordements successifs que nous avons condamnés publiquement jusque dans l'hémicycle ou encore l'isolement organisé de certains d'entre-nous à l'intérieur du groupe, comme en ont témoigné les campagnes de presse savamment distillées en son temps.

C'est une pratique malsaine qui s'est aussi traduite par des déclarations en apparence à l'emporte pièce concernant d'autres élus non membres du conseil régional. **Ne soyons pas dupes sur les effets recherchés.** Sous d'apparentes dérives, cela est pensé pour l'essentiel en fonction des intérêts de stratégies élaborées et de certains dans les départements. Ne soyons pas naïfs sur la manière dont se préparent les échéances futures et la recherche par certains de nouvelles alliances afin de nous exclure du jeu. Cette idée de nous voir disparaître du jeu en tant que parti n'est pas anodine.

Sans doute aura-t-il manqué la réflexion dans le parti et son engagement auprès de ses élus pour une autre alternative que celle de leur présence ou pas dans la majorité.

De même que je regrette le manque de réaction du parti aux propos de Mélenchon à la fête de Lézan, parlant d'écuries d'Augias à nettoyer au Conseil Régional où nous sommes dans la majorité. C'est une insulte.

Malgré ce, nous sommes parvenus, les élus régionaux communistes, à regarder devant et travailler dans l'esprit de nos engagements.

Dans ces conditions, je pèse mes mots ; affirmer qu'il est simple de travailler relèverait tout simplement de l'incongruité. C'est cependant dans ces conditions là que la majorité est reconnue pour avoir changé la région. Tout préalable maintenant comme demain serait incompris par les populations.

Je m'en tiens personnellement à l'idée qu'il fût plus facile de jouer les matamores perpétuels que de viser l'action pour les gens dans les domaines de compétence de la région.

Nous avons raison d'être exigeants avec les élus. Nous avons des comptes à rendre. Je veux pouvoir le faire pour ma part sur toutes les questions et je propose que les fédérations organisent de telles rencontres.